



19 / 20 / 21 novembre 08

Cinéma et audiovisuel :
quelles mémoires numériques pour l'Europe ?

CHANGEMENTS DANS LES PÉRIMÈTRES DE LA CULTURE

Qu'est-ce aujourd'hui qu'un catalogue de films pour la culture ?

Pascal BRUNIER,

Ateliers Diffusion audiovisuelle – ADAV.

Je suis directeur de l'ADAV depuis 2005. Cette association a été fondée en 1984 par Varda LERIN dont j'ai été l'attaché de direction pendant 14 ans. Nous sommes aujourd'hui le principal distributeur en France de ce que l'on appelle les réseaux culturels et éducatifs, à savoir le réseau des bibliothèques et médiathèques, les établissements scolaires, les écoles, les lycées, les collèges, les universités, le réseau du ministère des Affaires étrangères, les centres culturels français à l'étranger et tout le tissu d'associations socioculturelles ou socio-éducatives qui constituent les collections de films, fictions ou documentaires pour leurs activités annexes ou principales.

Nous sommes non subventionnés. Nous nous autofinçons totalement par notre activité de distributeur spécialisé sur les réseaux culturels.

Je tiens à remercier particulièrement Marc VERNET et son équipe, de me permettre de vous présenter les outils et les services qui nous permettent de nous adapter aux étonnants changements de périmètre de la culture audiovisuelle aujourd'hui, et cela dans l'ensemble des réseaux concernés.

Je ne sais pas si je pourrai répondre de façon définitive à la question ambitieuse qui nous a été posée. Les solutions trouvées par l'ADAV et la nécessaire reterritorialisation de notre offre méritent que l'on s'y arrête un peu.

En février 1986 a eu lieu la mise en place d'un premier catalogue de 250 titres en VHS, négociés pour le prêt gratuit individuel en bibliothèque et pour la consultation sur place. Ce catalogue émanait de l'édition commerciale et de la production indépendante. L'ADAV a permis ainsi à quelque 30 bibliothèques de constituer des fonds spécifiques pour le prêt de films aux particuliers à côté de leurs fonds, déjà existants en consultation sur place sur 3/4 de pouce.

Notre vocation, tout comme aujourd'hui, est clairement définie dans nos statuts :

- valoriser le patrimoine culturel, cinématographique et audiovisuel ;
- favoriser la diffusion de ce patrimoine dans les structures culturelles, éducatives et sociales ;
- développer par l'ensemble de nos actions des pratiques culturelles novatrices.

Fort d'une base de données de 110 000 références audiovisuelles, nous proposons aujourd'hui quelque 63 000 références de films disponibles dans nos catalogues. Cela correspond environ à plus de 30 000 titres. Nous référençons entre 800 et 1 500 nouveaux programmes par mois, ce qui est

énorme, et probablement sans équivalent dans le secteur de la distribution de films négociés avec des droits d'usage spécifiques.

La recherche des programmes et la négociation des droits se faisant, bien entendu, en amont, tout référencement dans les catalogues s'effectue après identification et vérification de la source des droits. Que ce soit chez les éditeurs commerciaux ou institutionnels, nous distribuons environ 1 000 éditeurs, auprès desquels nous avons des mandats spécifiques ou des accords-cadres. Que ce soit auprès des producteurs, nous travaillons avec environ 400 producteurs indépendants français et étrangers, avec lesquels nous avons des accords de distribution, titre par titre. Nous fournissons ainsi actuellement un réseau de plus de 6 000 clients et distribuons par mois entre 30 000 et 60 000 programmes, principalement sur support DVD.

Pour visualiser, en titres et non plus en référence, la répartition des genres dans nos catalogues, nous avons un peu plus de 15 000 films de fiction, 12 000 films documentaires et 3 000 programmes pour la jeunesse, 50 % de fiction dans nos catalogues.

Nous avons été confrontés depuis 23 ans à un certain nombre de changements, pour ne pas dire de bouleversements profonds dans notre activité.

Des changements technologiques d'abord :

- l'apparition du support numérique sous forme de DVD en 1997 et 1998 a conduit à une disparition assez rapide du support magnétique VHS ;
- le succès phénoménal du DVD a engendré, chaque année, une offre de films en constante progression et, bien souvent, sans logique éditoriale de contenus ;
- l'explosion des chaînes de télévision thématiques a permis une hausse de proposition d'œuvres documentaires, de création, mais aussi de flux. Il y a plus de 700 producteurs de documentaires en France aujourd'hui ;
- l'émergence permanente de nouveaux supports tels que le Blu-ray Disc soulève des questions de choix d'équipement pour constituer et montrer les collections ;
- l'explosion des formats de numérisation des films et d'une offre en ligne VOD grand public sur Internet, en ADSL ou en IPTV en France (plus de 40 sites dénombrés à ce jour) est l'occasion d'une réflexion profonde et parfois angoissée au sein des collectivités ayant en charge les diffusions culturelles du cinéma et de l'audiovisuel.

Les lieux culturels, spécialement le réseau des bibliothèques et leur public, ont sensiblement changé en quelques années :

- multiplication en France de grandes médiathèques avec une offre de services et d'actions culturelles très ouverte ;
- succès du prêt individuel de film sur support DVD ;
- multiplication d'animations dans le cadre de la consultation sur place des œuvres ;
- activités de plus en plus dynamiques de projections publiques non commerciales dans des auditoriums parfaitement équipés.

Depuis cinq ou six ans environ, les marchés publics auxquels nous devons répondre, et qui se sont généralisés en France, posent des conditions qui nous obligent à proposer tout ce qui est disponible sur le marché, y compris des œuvres n'ayant aucune valeur patrimoniale.

Face à ces quelques variations de périmètre, voici quelle a été la réponse nécessaire de l'ADAV pour faire face aux contraintes, mais surtout aux défis en rapport avec ces missions essentielles de distributeur culturel :

- une proposition d'œuvres éditées la plus large possible et pour tous les publics : longs et courts-métrages ; des succès commerciaux, des films du patrimoine cinématographique français et étranger, du cinéma d'auteur, des films d'animation, des films scientifiques, des documentaires d'auteurs, des films pédagogiques, des films expérimentaux...
- des négociations à la demande réalisées lorsque les bibliothèques désirent des programmes qui ne sont pas dans nos catalogues ;

- des outils performants de sélection et de choix permettant à tout acteur culturel, de la petite bibliothèque rurale à la grande médiathèque urbaine, de constituer des collections pertinentes ;
- une puissante éditorialisation de l'offre sur support papier, sur un site Internet ergonomique et par des *newsletters* ciblées ;
- des services culturels complets correspondant à la variété des structures auxquelles nous nous adressons et à leur public.

Bien souvent, voici comment nous recevons les informations sur la sortie des films dans l'édition commerciale. Par exemple un listing de TF1 : à partir de cette liste, nous partons nous-mêmes à la recherche d'informations. Il faut savoir qu'en ce moment, nous référençons les nouveautés de décembre, janvier et février. Nous avons trois mois d'avance sur l'actualité. Nous effectuons un travail de recherche conséquent, mais classique. Nous aussi, nous nous fournissons auprès de réservoirs que nous trouvons sur Internet : DVD.fr, allocine.fr pour les grosses sorties commerciales, l'IMDB, très complet pour les titres parallèles, et, entre autres, la BiFi et la BnF pour les fonds de catalogue, mais nous utilisons toujours des supports papier tels que des encyclopédies de cinéma, et des revues.

Pour les vérifications des interdictions, nous consultons la commission de classification sur le site du CNC.

Une fois notre travail de recherche terminé, nous saisissons les données dans notre base catalogue en indexant l'ensemble des données et des informations du film. Les titres étant quotidiennement saisis par cinq personnes sur nos bases informatiques, la question essentielle est alors pour nous la communication de notre offre à l'ensemble des structures culturelles avec lesquelles nous travaillons. Elle allie à la fois une grande réactivité grâce à notre site Web puisque la mise en ligne est quasi quotidienne, et des actions dans la durée grâce au support papier totalement essentiel pour l'éditorialisation.

Les catalogues annuels imprimés ont été supprimés il y a à peu près trois ans maintenant. Ces catalogues faisaient près de 3 000 pages. Ils étaient trop coûteux économiquement et écologiquement et surtout très peu pratiques. Nous les avons remplacés par des CD-ROMs permettant une belle interactivité en termes de tri et de sélection, forts utiles pour certaines petites structures en France qui ne sont pas équipées de haut débit pour Internet, et qui ne peuvent ainsi travailler sur des sites Web.

Notre revue annuelle en 2 couleurs, le Cahier Vidéotheque, a été transformée en revue trimestrielle et quadri. Ce changement de périodicité était absolument nécessaire pour faire face au nombre d'œuvres référencées. Actuellement, cette revue tirée à 6 000 exemplaires est distribuée gratuitement. Nos principes d'éditorialisation et de mise en page nous permettent de toucher tout type de structure et de public. Nous mélangeons avec attention des films grand public de qualité, des films d'auteur, des éditeurs commerciaux et des producteurs confidentiels. Tous les genres sont abordés. Nous proposons sciemment des ponts entre des œuvres de référence en noir et blanc et des feuilletons TV américains ou des productions pour Internet. Nous créons en quelque sorte par des principes thématiques ou de mise en miroir du patrimoine pour tous et pour tout âge.

Pour accompagner cette revue, nous avons décidé, il y a deux ans, de créer une affiche, intitulée les CinéStories, qui retrace l'histoire du cinéma mondial par genre et qui propose les films incontournables ou à redécouvrir dans chacun de ces genres. Cette affiche est envoyée avec cette petite revue, le cahier Vidéotheque. Nous donnons aussi sur cette affiche de quoi compléter, pour le public, ses informations : trois titres de livres et trois adresses Internet, pour en savoir un peu plus sur le sujet abordé.

Notre outil principal pour offrir une vision complète de notre offre de films est le site Internet. Notre site Internet a été entièrement repensé il y a quelques mois et sa nouvelle formule est en ligne depuis quelques semaines. Il se présente comme un véritable portail pour l'ensemble des activités possibles en termes d'audiovisuel :

1. acquisition de films sur support DVD blu-ray ou tout format numérique à venir pour des usages traditionnels de prêt ou de consultation sur place (le premier onglet à gauche) ;
2. possibilité dès février prochain de faire un choix de vidéos à la demande spécifiquement dédiée au secteur culturel (deuxième onglet) ;
3. un accès direct à notre site de location de projections publiques non commerciales pour des activités de programmation cinématographique en auditorium. Nous avons 2 500 titres à ce jour (troisième onglet) ;
4. des possibilités d'acquisitions de programmes multimédias interactifs (quatrième onglet) ;
5. une proposition d'outils et d'actions culturelles, des cours, des formations, des expositions, des lieux ressources, des thématiques complètes avec leur liste de films que nous mettons à la disposition des organismes avec lesquels nous travaillons (onglet service+) ;
6. tous les services en ligne pour que nos clients puissent gérer directement leur propre compte, devis, commandes, création de panier, suivi de livraison, archivage (dernier onglet).

En permanence sur le site, comme vous pouvez le voir en une, deux *e-news magazines* dynamiques, une vingtaine de pages chacun, l'un pour la fiction, l'autre pour le documentaire. Ces deux *e-news magazines* proposent une sélection des nouveautés mensuelles éditorialisées. C'est un petit peu le pendant de la revue trimestrielle, mais en ligne sur le site. Ils permettent d'opérer une sélection, une espèce d'entonnoir qualitatif, environ 200 titres par mois et par genre, par rapport au nombre de nouveautés mensuelles qui sont de 800 à 1 500.

Le site permet aussi une consultation précise et rapide en accord avec les exigences et les attentes des bibliothèques : recherche par référence, recherche simplifiée par titre, réalisateur, acteur ou recherche avancée. Des dizaines de critères peuvent être combinés, dont des critères exclusifs inspirés par les pratiques de nos clients. Ces critères sont optimisés en permanence. Parmi les critères de sélection, des outils permettent de « typifier » le *corpus* sur des critères hors contenu : l'évaluation de la qualité des films (nous le faisons à l'ADAV avec des étoiles), des niveaux d'âge conseillés. Nous nous interrogeons sur chaque film rentré dans notre base si un enfant de 3-7 ans, de 7-11 ans peut voir le film, s'il doit être accompagné d'un adulte ou non, des mentions d'interdiction légales, des signalisations de documentaires images en bibliothèque, des liens BiFi, une signalisation RIP reconnue d'intérêt pédagogique. Nous allons travailler sur les détails techniques des DVD pour savoir si ces programmes peuvent être accessibles à des handicapés sourds ou malentendants ou bien s'ils contiennent un sous-titrage audiovisuel.

Ces informations sont mises à jour régulièrement. Les nouveautés sont référencées toute l'année. Il est également possible, pour les bibliothèques, de télécharger en ligne une notice Unimarc des programmes commandés.

Voici une fiche-film type de notre catalogue. Ces fiches proposées à la lecture et à la documentation essaient d'être les plus complètes possible. Le matériel rédactionnel et critique est élaboré par une équipe de rédacteurs et de documentalistes spécialistes en audiovisuel à l'ADAV. Toutes les informations sont fournies par les éditeurs et sont vérifiées : l'usage du programme, prix, genre, évaluation qualitative, scénariste, réalisateur, acteurs, nationalité, spécificités techniques du DVD (format, son, langues, sous-titres dans le programme, et les bonus). Ces informations sont bien souvent complétées par un accès direct aux fiches film de la BiFi maintenant intégrée à la cinémathèque française, et près de 10 000 fiches sont dotées « d'info+ », des informations supplémentaires. Nous allons chercher des extraits de presse, des photographies. Nous mettons à jour les récompenses dans les festivals, et nous mettons de temps en temps les notes d'intention des producteurs de films.

Nous avons fait un peu le tour de l'outil catalogue, site et papier. Comme vous avez pu le constater dans ce bref exposé, un catalogue de films pour la culture est, aujourd'hui, beaucoup plus qu'un simple catalogue. Il doit tenir compte des évolutions technologiques permanentes et des offres différenciées qui leur sont afférentes, de l'évolution des publics et des territoires culturels en jeu dans la société d'aujourd'hui, et enfin des attentes spécifiques des principaux acteurs (bibliothécaires, professeurs, éducateurs) qui font face au bouillon indifférencié d'offres audiovisuelles et

cinématographiques. Il leur faut trouver, par des outils efficaces et complets, matière à constituer des collections pertinentes pour leurs différentes activités culturelles. Nous devons leur offrir une éditorialisation adaptée à la nature des contenus et des publics, ainsi que des outils de sélection pertinents et multicritères.

Yves ALIX

À l'époque de la création de l'ADAV, j'étais déjà présent du côté des utilisateurs du public, je peux donc témoigner de l'extraordinaire développement qu'a connu l'ADAV, de l'enrichissement constant de son offre et de ses services, ce qui suppose une grande réactivité, une grande connaissance du milieu et des évolutions.

Vous travaillez avec différents partenaires (bibliothèques, secteur pédagogique, secteur culturel). Comment percevez-vous aujourd'hui leur état d'esprit vis-à-vis de la numérisation, de la dématérialisation ? Comment réagissent-ils ? Quelles demandes font-ils remonter chez vous ?

Pascal BRUNIER

La question de la VOD perturbe un peu tout le monde. Plusieurs bibliothèques font des expériences en ce moment, avec un certain nombre de sites et sous le principe de l'abonnement. Il semblerait que ce ne soit pas très satisfaisant, dans la mesure où cela ne correspond pas du tout à l'activité réelle de la bibliothèque, qui est celle de constituer des collections patrimoniales, et si possible, de pouvoir permettre le prêt individuel ou la consultation sur place d'œuvres, avec ou sans animations pédagogiques dans le cadre d'ateliers.

Cela ne répond pas non plus à des activités qui ont fortement progressé depuis cinq ou six ans, des activités de projections publiques non commerciales dans le cadre de manifestations locales ou nationales. Par ailleurs l'offre ne touche qu'un faible pourcentage d'adhérents possédant l'équipement informatique et le haut débit voire le très haut débit nécessaires à l'expérience.

A ce jour, je ne pourrai vous apporter de réponse définitive, mais nous allons proposer dans les mois qui viennent une offre dématérialisée alternative qui essaiera de respecter les missions de nos collectivités. Comme je vous l'ai montré tout à l'heure, nous allons ouvrir sur le site une rubrique VOD qui sera disponible au mois de février. Nous espérons qu'elle répondra à la demande de nos publics et qu'elle offrira de belles perspectives de développement aux structures culturelles et éducatives en France.

Yves ALIX

Nous avons beaucoup parlé ce matin dans les différents échanges de ce rapport dans les catalogues entre les 5 % visibles, ceux qui ont du succès, qui se vendent, et les 95 % de quasi invisibles. Pour un organisme tel que l'ADAV qui fait une offre culturelle, éditorialisée et sélectionnée, retrouvez-vous dans la demande du public, des acteurs qui sont vos partenaires, cette différenciation entre une petite part de l'édition de la production qui est demandée partout, et une grande part qui est négligée, voire pas du tout utilisée ? C'est une autre manière de vous demander quelques chiffres et statistiques sur la répartition des ventes.

Pascal BRUNIER

Je ne les ai pas pris. Là aussi, il y a un changement, je n'en ai pas parlé avec précision dans mon exposé. Quelques grosses médiathèques répondent beaucoup plus à l'attente de leur public qu'elles ne le faisaient à une époque. Lors de la coupe du monde de rugby, on va nous commander des programmes sur l'histoire de ce sport ou des captations de matchs. Lorsqu'il y a un événement particulier et très grand public, des acquisitions seront faites en rapport direct avec l'actualité. Il est

difficile de faire des généralités. Tout dépend aussi de la personnalité et de la passion des bibliothécaires ou des vidéothécaires qui vont constituer des fonds très variables d'excellente qualité. Ces fonds pourront être en lien direct avec les festivals organisés dans leur localité. Je pense notamment à la bibliothèque d'Annecy qui a un fonds de films d'animation extraordinaire.

Il est un peu difficile à cette période de l'année de vous donner des chiffres cohérents. Pour le mois de novembre, 70 000 DVD ont été distribués dans les bibliothèques et le réseau scolaire et universitaire. Nous n'avons pas encore fait les statistiques en terme de genre et de répartition.

Nous observons, en terme de référencement, que 40 % de documentaires sont maintenant présents dans le catalogue de l'ADAV, ce qui est véritablement remarquable. Le documentaire représentait, il y a une dizaine d'années, entre 5 % et 10 % de notre chiffre d'affaire. Il en représente 25% aujourd'hui. Cette évolution est très intéressante.

Marc VERNET

Je voudrais poser une question que nous avons évoquée avant, mais sur laquelle nous n'avons pas eu le temps de nous étendre. En regardant tes catalogues, ton bulletin et le site, il m'avait semblé qu'un des éléments de réponse sur la manière de transformer la totalité du cinéma, fiction et documentaire plus scientifique en une offre particulière pour le secteur des bibliothèques et des écoles, était de sélectionner, même à grosses mailles, selon un double critère, avec d'un côté une certaine actualité (politique, nationale, internationale, etc.) et de l'autre côté des films qui peuvent être support à débat, dont le contenu, non pas pose question ou est ambigu, mais peut servir pédagogiquement ou culturellement à l'émergence.

Pascal BRUNIER

C'est exactement le travail que nous faisons sur la revue, et les outils d'analyse sélective que nous employons. Le cahier Vidéothèque, dont je vous ai apporté un exemplaire ici, tient compte de cela. D'abord, nous faisons un travail de type thématique, nous structurons et donnons du sens. Nous créons des ponts avec l'actualité à tous ses niveaux de représentation pour faire émerger des événements, des faits marquants, des cinématographies, etc., et puis se dessine un corpus, une offre cohérente et raisonnée de films récents ou anciens, de patrimoine ou de flux qui peuvent faire sens sur le plan pédagogique ou plus largement culturel. Nous faisons également ce travail sur le *e-news magazine* en ligne, de manière un peu moins éditorialisée. Le retour sur ce travail est important. Cette petite revue trimestrielle contient environ 200 titres sur 3 000 nouveautés. Nous sélectionnons pour pouvoir leur donner une juste valeur.

Mari Sol PEREZ GUEVARA

Vos services de vidéo à la demande sont-ils disponibles en dehors de la France ?

Pascal BRUNIER

C'est prévu. Dans un premier temps, en 2009, notre offre de vidéo à la demande sera sur la France. Notre projet est de pouvoir proposer cette offre à l'international. L'idée qui nous séduit beaucoup à l'ADAV est de pouvoir toucher, en l'occurrence, les départements français des universités étrangères, avec des œuvres du patrimoine français. Nous travaillons là-dessus, mais cela n'est pas simple. Les contrats que nous signons avec les producteurs et les éditeurs vont dans ce sens. Actuellement, nous signons des contrats monde. La mise en place est un peu difficile techniquement, nous devons faire des partitions, traduire notre site en anglais. J'espère que nous pourrons le faire d'ici 2011. Ce serait formidable.

Un intervenant de la salle (1)

Dans votre diaporama sur l’affiche de *Barry Lyndon*, j’ai vu un prix de 93 euros. À quoi cela correspond exactement ?

Pascal BRUNIER

Barry Lyndon est un film Warner. Et le cas dont vous me parlez est celui d’un DVD proposé pour de la consultation sur place, en dehors du cercle de famille et selon des conditions précises d’usage.

Concernant la consultation sur place et les productions américaines, les Américains considèrent que la consultation sur place n’est pas du droit vidéo, mais relève du droit cinéma donc de droit incorporel. Tout ce qui est en dehors de strict cercle de famille est, pour eux, de la représentation publique d’ordre cinématographique. Pour *Barry Lyndon*, nous avons dû négocier les droits de consultation sur place auprès de la filiale cinéma de Warner, WarnerBros en France. Nous avons négocié la possibilité de vendre *Barry Lyndon* pour cet usage auprès des bibliothèques. Nous avons mis des années avec Varda LERIN pour convaincre nos interlocuteurs et faire cette négociation. Pour Warner Bros, la consultation sur place en bibliothèque est donc de la projection cinéma non commerciale. Nous avons dû les convaincre que les bibliothèques ou les écoles dans le cadre de la consultation sur place ne faisaient aucune publicité extérieure à leur organisme et donc pas de véritable programmation. Par conséquent que ce droit de représentation publique était véritablement restreint et ne concernait que les personnes fréquentant l’organisme acquéreur au moment de la diffusion du film : adhérents de la bibliothèque, élèves d’une classe. Cela nous a permis d’établir un cadre contractuel précis et de faire baisser considérablement les prix.

Sur le site de projection publique de ADAV Europe Projections, un programme loué pour une seule projection publique non commercial — avec programmation et donc appel à public extérieur à l’organisme diffuseur — en l’occurrence ce même *Barry Lyndon*, coûte entre 250 euros et 450 euros. Nous sommes loin des 93 euros de droits de consultation sur place octroyés pour 10 ans sur le DVD proposé en exemple.

Suivi éditorial : Lorraine Pereira – chargée de mission pour le patrimoine cinématographique / INP.